



L'Égypte a une des économies les plus développées et les plus diversifiées de la région du Moyen-Orient, la deuxième en importance dans le monde arabe après l'Arabie saoudite. Pourtant, le pays pourrait bien être au bord de la crise. Certains analystes qualifient l'Égypte de bombe à retardement qui pourrait exploser à tout moment. Ils font allusion à Hosni Moubarak, le président égyptien âgé de 82 ans, qui dirige le pays de façon autoritaire depuis 1981. La question que tout le monde se pose, des commerçants égyptiens aux fonctionnaires de la Maison-Blanche, est la suivante: qui ou quoi suivra l'ère Moubarak?

Qui est Hosni Moubarak?

Mohammed Hosni Sayyid Moubarak est né en mai 1928. Officier de l'armée de l'air égyptienne, Moubarak a suivi un entraînement en Union soviétique et il devient plus tard maréchal de l'air et sous-ministre de la Défense. On lui conféra le titre de maréchal en chef de l'air pour son rôle dans la guerre de 1973 contre Israël, guerre qu'il aida à planifier, et fut nommé vice-président en 1975. Il devint président de la République en 1981 après l'assassinat d'Anwar El Sadat et assura aussi la présidence du Parti national démocratique (PND). Tout au long de son « mandat », Moubarak a brisé l'opposition en emprisonnant fréquemment des dissidents politiques et des activistes. La corruption s'est aussi largement répandue sous son gouvernement¹. Moubarak est critiqué dans plusieurs couches de la société égyptienne et il a survécu à plusieurs tentatives d'assassinat. Moubarak croit en une économie libérale et a tenté d'implanter des réformes économiques durant ses années de gouvernance. Malgré ces efforts, l'Égypte connaît encore un haut taux de chômage et ses habitants ont un piètre niveau de vie.

Est-ce que l'Égypte est une démocratie? Est-ce que les Égyptiens jouissent de libertés civiles?

Pas vraiment. Alors que des élections ont lieu à différents paliers de gouvernement, les plus importantes manquent de crédibilité. Le président Moubarak a été « réélu » à quatre reprises lors d'élections dont la validité est limitée puisqu'aucun candidat n'a pu se présenter contre lui avant 2005. Des pressions nationales et internationales pour une réforme démocratique ont permis à plusieurs candidats de se présenter aux élections tenues en 2005, dans un contexte où les institutions électorales étaient cependant toujours sous le contrôle du président. De plus, le seul groupe d'opposition jouissant d'un large soutien populaire – les Frères musulmans, groupe déclaré illégal en Égypte depuis 50 ans – n'a pu présenter de candidat. Ayman Nour, un important candidat d'opposition de la formation politique Hizb al-Ghad (le Parti de demain), a été dépouillé de son immunité parlementaire et emprisonné, accusé d'avoir contrefait des signatures pour l'inscription de son parti. Celui-ci a formellement nié ces accusations, largement perçues comme un coup monté par les observateurs politiques, puis il a été libéré suite à de fortes pressions des États-Unis et de l'Union européenne. Nour est arrivé deuxième aux élections présidentielles, mais loin derrière le président sortant, remportant 8 % des votes contre 89 % pour Moubarak; il n'y avait cependant pas d'observateurs internationaux pour superviser le processus électoral. Trois mois plus tard, Nour a été condamné à cinq ans de travaux forcés². Parce qu'il est diabétique, il a été libéré après trois ans pour des raisons de santé.

En matière de libertés civiles, une loi d'urgence mise en place depuis l'assassinat de Sadat en 1981 permet au gouvernement de détenir des prisonniers indéfiniment et sans porter d'accusations. Elle limite également la liberté d'expression et de réunion, et maintient un tribunal spécial pour la sécurité³. La loi a été prolongée de deux ans en mai 2010, malgré le fait que le gouvernement promet de mettre fin à l'état d'urgence depuis des années. Les groupes de défense des droits de l'homme et les activistes politiques critiquent ouvertement le prolongement de cette mesure, qui indique selon eux que peu de choses allaient changer dans une nation où l'opposition politique est constamment réprimée par la police⁴. Le prolongement contredit aussi les promesses de la campagne électorale de Moubarak en 2005 alors qu'il promit de remplacer la loi de l'état d'urgence par une loi mettant l'accent exclusivement sur le terrorisme⁵. Plusieurs autres promesses électorales n'ont pas été respectées, telles que l'augmentation des libertés politiques et la promesse de favoriser l'établissement d'autres partis politiques.

Deux mois après les élections présidentielles de 2005, des élections parlementaires en trois phases ont eu lieu. Le vote a été marqué par la violence et les forces de sécurité ont empêché les sympathisants du parti

d'opposition interdit, les Frères musulmans, d'accéder aux bureaux de vote. Des centaines de ces sympathisants ont été arrêtées⁶. Les candidats des Frères musulmans ont dû se présenter en tant qu'indépendant. Malgré cela, les Frères musulmans ont remporté 19 % des sièges dans ces élections parlementaires, un record pour cette organisation⁷.

Qui pourrait succéder à Moubarak?

Les prochaines élections présidentielles sont prévues pour septembre 2011. Moubarak pourrait choisir de se présenter à nouveau si son état de santé le lui permet. Toutefois, s'il ne se présente pas, son successeur pourrait être un de ceux-ci :

- **Gamal Moubarak** : Il s'agit du plus jeune fils d'Hosni Moubarak et il est perçu comme celui qui a le plus de chances de lui succéder. Gamal a été banquier d'investissement à Londres avant d'entrer dans l'arène politique égyptienne. Il a été nommé secrétaire des politiques du PND et a introduit une série de réformes économiques. Il a des liens étroits avec les élites économiques et, depuis quelques années, il est régulièrement mis de l'avant par les médias contrôlés par l'État. Par contre, Gamal n'est pas très populaire auprès des citoyens puisque la plupart d'entre eux s'opposent à la succession héréditaire. L'armée demeure un élément aléatoire; les trois derniers présidents provenaient des milieux militaires et les forces armées pourraient ne pas apprécier le profil civil de Gamal. Ils pourraient ainsi intervenir ou tenter de tirer les ficelles dans l'ombre⁸.
- **Mohamed El Baradei** : Peu d'Égyptiens peuvent légalement se présenter contre Gamal Moubarak en raison des conditions strictes établies par les amendements constitutionnels en 2005 et en 2007. Par contre, El Baradei, ancien directeur de l'Agence internationale de l'énergie atomique et lauréat du prix Nobel de la paix en 2005, affirme vouloir se présenter aux élections présidentielles s'il est garanti qu'elles seront libres et justes. Plusieurs croient très improbable qu'El Baradei obtienne les appuis requis par la Constitution pour se présenter comme candidat à la présidence. Il pourrait toutefois devenir un acteur pour une réforme démocratique en Égypte.
- **Omar Suleiman** : Il est à la tête des services de renseignements de Moubarak. Il n'a exprimé aucune intention de se présenter aux élections, mais étant donné l'histoire du pays, qui a vu des militaires assurer la présidence de la République, il pourrait s'agir d'un candidat potentiel.

Quels sont les éléments en jeu pour l'Égypte et pour la région?

Le choix du successeur de Moubarak est important d'abord et avant tout pour les citoyens égyptiens qui aspirent à un meilleur niveau de vie et à de plus grandes libertés civiles. Les voisins et alliés de l'Égypte – Israël, l'Arabie saoudite et les États-Unis – sont aussi très concernés puisque toute agitation en Égypte pourrait avoir un effet déstabilisant dans la région tout entière. Les initiatives égyptiennes dans la région, telles que les tentatives de réconciliation entre le Hamas et le Fatah, et les relations Égypte-Israël seraient réduites à néant si le processus de succession de Moubarak se fait dans la tourmente. Israël, qui a signé un traité de paix avec l'Égypte en 1979, sera évidemment attentif à tout changement dans la politique étrangère du Caire, particulièrement en ce qui concerne la bande de Gaza et le Hamas. Les États-Unis suivront la tournure des événements de près puisque l'Égypte, un des plus importants contributeurs dans la guerre du Golfe, est un allié indispensable dans la région depuis plus de trois décennies.

Les précédents présidents égyptiens – Gamal Nasser et Anwar El Sadat – ont été au pouvoir jusqu'à leur mort. En ce sens, le retrait de Moubarak serait sans précédent. Par contre, la poursuite de la gouvernance de Moubarak, devenue incertaine en raison de son âge avancé, diminue le dynamisme de son gouvernement et pourrait être pire que les possibilités de succession évoquées précédemment.

¹ Selon Transparency International, une organisation internationale luttant contre la corruption, l'Égypte s'est classée 105^e dans la liste des pays les moins corrompus en 2006, à égalité avec le Burkina Faso et Djibouti, et 115^e en 2008. La Finlande a été considérée comme la nation la moins corrompue.

² « Egypt's Nour released from jail », BBC News, 18 février 2009.

³ Slackman, Michael, « Egyptian emergency law is extended for 2 years », *New York Times*, 11 mai 2010

⁴ Slackman, Michael, « Egyptian emergency law is extended for 2 years », *New York Times*, 11 mai 2010.

⁵ Slackman, Michael, « Egypt renews emergency detention law », *New York Times*, 1^{er} mai 2006.

⁶ « Violence mars Egyptian elections », BBC News, 1^{er} décembre 2005.

⁷ « Egypt judges in election protest », BBC News, 20 avril 2006.

⁸ Ibid.